

**Je n'en finis pas de revenir à "mon" Algérie.** Tout m'y ramène. Par exemple le "Corps expéditionnaire français" de la campagne d'Italie, de l'hiver et du printemps 1943-1944, sur laquelle je me documente pour un livre. Grâce en bonne partie à cette "armée d'Afrique", les Alliés, parvinrent en vainqueurs à Rome le 5 juin, la veille même du débarquement en Normandie dont la mémoire nous est davantage parvenue. Ce Corps expéditionnaire français se composait d'environ 60% d' "Indigènes" (originaires de toutes les colonies françaises), pour 40% d' "Européens". (Vingt classes d'âge furent mobilisées parmi les "pieds-noirs", soit 17% de leur population totale ! Il y avait aussi de nombreux Français "évadés" par l'Espagne.) Nous devons donc en partie notre liberté à des Algériens qui n'avaient envers la France que des devoirs et pas, ou si peu, de droits. Ainsi, lors d'une des batailles de Cassino, le sergent Ahmed Ben Bella sauva-t-il la vie de son officier supérieur. Il fut décoré pour cela par de Gaulle, à la fin de la guerre. Ben Bella était imprégné de culture française et animé par les idéaux de la Révolution : Liberté, Egalité, Fraternité. On peut imaginer le rôle que cela a pu jouer dans son engagement pour l'Indépendance. Quelques années après la guerre, il entra dans la clandestinité contre la France, pour la libération de son peuple. Ironie de l'Histoire. Au cours de l'année scolaire 1962-1963, des petits écoliers dont j'étais acclamaient Ben Bella à son passage sur la route d'Oran à Aïn-Temouchent. Je n'ai sûrement pas salué le premier Président de la République algérienne avec la même ferveur que mes camarades algériens, mais enfin je me trouvais là, et Ben Bella nous plaisait bien, il était souriant, il avait une bonne tête. Une page était tournée. Mon père et ma mère avaient choisi de "rester au pays". Mon père qui, lui aussi, avait combattu à Cassino. Cette question de "l'engagement pour la France", je me la pose également pour mes deux grands-pères qui ont "fait" 14-18. Bien sûr, ils étaient français, ils en avaient depuis peu la nationalité et donc les droits et les devoirs. Cependant, que connaissaient-ils de la France ? Ils n'y avaient jamais mis les pieds. Par leur éducation et dans leur mode de vie (nourriture, langue, coutume), ils étaient espagnols. La génération suivante fut "francisée" par l'école laïque.

**Le 8 mai 1945 à Sétif**, la population descendit dans la rue pour fêter la victoire sur le nazisme en brandissant les drapeaux français et algérien. On leur tira dessus, ce qui provoqua une révolte que l'armée réprima dans le sang. *"Quand les anciens soldats de l'armée d'Italie furent démobilisés pour s'entendre de nouveau traiter de bicots chez eux, on en revint presque à la révolte de Kabylie en 1871. Qui oserait dire que le général Duval réprima sans l'accord du gouvernement ? Or, le gouvernement c'était de Gaulle."* (Jules Roy, *Etranger pour mes frères*) Je n'oublie jamais qu'une administration, un pouvoir, déterminait nos relations, les rapports entre les "communautés", et que ce pouvoir était celui de Paris. Je ne peux vraiment parler que de ce, et de ceux, que je connais, que j'ai approché(s) le plus. Des Algériens, je sais si peu. Quelques bons copains, avec qui je jouais dans la rue au foot ou à des jeux d'adresse façon billes mais avec des noyaux d'abricots (les pignoles) ou des capsules de bière aplaties. Ils parlaient français, et moi à peine cinquante mots de leur langue. Les "communautés", les "Pieds-noirs"... Les guillemets me viennent toujours. C'est que je me méfie des appartenances. Mais il est vrai qu'il n'y a pas seulement l'identité qu'on revendique, il y a celle aussi que les autres vous jettent à la figure... Alors c'est plus facile de se rassembler sous la bannière, c'est plus confortable, et ça permet surtout de passer sous silence l'autre ligne de partage : celle qui sépare les faibles des forts, les dominants des dominés, les nantis des démunis. Ces "pieds-noirs" qui croient faire plaisir en évoquant une Algérie que nous sommes censés partager, quand eux passaient leurs vacances d'été "en Métropole", leur père étant avocat d'affaires, chirurgien, propriétaire terrien. Je ne les juge pas, mais ce n'est pas là "mon" Algérie. Elle est si

peu, et tant à la fois, "mon" Algérie. Neuf années, mais les premières -toute une existence ! Le déchirement fut absolu pour mes parents, mes grands-parents. Ils ont dû laisser leurs morts et tout ce qui faisait leur vie. Moi, je n'ai à la fois rien et tout compris. Et j'ai tout reçu comme on reçoit enfant, comme une éponge. Quarante ans plus tard, je m'efforce toujours de comprendre. Ainsi que je l'ai écrit dans ma nouvelle, ne pas trouver mention pendant des années du 5 juillet 1962 à Oran m'avait troublé. Rien n'est plus terrible que le silence. Il a toujours de mauvaises raisons. Peut-être pas, après tout ; peut-être faut-il du silence, pour que la société se remette d'aplomb, le tente en tout cas. Mais si les politiques, les militaires, les administrateurs ne peuvent pas tout dire, les écrivains sont là pour écrire. Sinon, à quoi bon ? Je pense à nos grands politiques. Gaston Defferre, en juillet 1962 : *"Marseille a 150.000 habitants de trop. Que les pieds-noirs aillent se réadapter ailleurs."* Chapeau ! Je pense à nos grandes figures littéraires. A Marguerite Duras. Dans *Alger l'amour* Alain Vircondelet raconte comment, grand admirateur de l'écrivain et souhaitant écrire un livre sur elle, il l'avait rencontrée mais s'était gardé de lui dire qu'il était "pied-noir" pour ne pas s'exposer à un rejet.

**Nous n'en finissons pas avec la peur.** Un matin de fin 1961 ou début 1962, mon père est venu nous chercher à l'école, ma soeur et moi, parce que le bruit courait que "les Arabes" allaient tous nous massacrer. Des types de l'O.A.S., ou se la jouant, se tenaient derrière les palmiers de la place armés de pistolets et disaient à mon père de ne pas s'éloigner. Sauf que nous n'habitons pas au centre mais tout près de la partie arabe du village, et qu'on ne pouvait pas laisser ma mère et ma grand-mère comme ça. Arrivés chez nous, papa est allé trouver le "Caïd" qui lui a assuré que nous ne risquions rien. Quand mon père tardait à rentrer, c'était l'affolement, l'angoisse. Et s'il avait été tué ? Finalement, mon roman *La Protestation* repose sur ce postulat macabre. Je n'ai pas situé cette histoire en Algérie, je ne m'en sentais pas le droit. Je l'ai située nulle part et partout. On pense au Chili de Pinochet. C'est la référence la plus évidente. Mais je sais bien où ce texte s'enracine.

***El Halia*, le livre de Louis Arti**, est paru au printemps 1996. Je n'en ai eu connaissance que deux ou trois ans plus tard grâce à Evelyne Reberg. J'ai éprouvé à sa lecture quelque chose de l'ordre du soulagement. Qu'on ne se méprenne pas, son histoire est terrifiante. Il nous la raconte avec réalisme et pudeur, avec beaucoup de tact, surtout. La douloureuse histoire de son village dont la quasi totalité des habitants furent assassinés, délibérément, au nom de la Révolution algérienne. Les victimes de ce massacre étaient des gens humbles, des pauvres, des sans grade. Il est remarquable qu'un tel livre existe, que ce petit garçon de 10 ans qui a vu mourir son père et beaucoup de ses proches ait fini, tant d'années après, par nous donner ce témoignage, et de cette manière. ***Il faut abattre la lune***, de Jean-Paul Mari. Le livre encore de quelqu'un dont le père fut assassiné pendant la guerre d'Algérie et qui, retourné là-bas pour les besoins d'une enquête, sent son passé ressurgir en lui, et crever comme une bulle à la surface. C'est cela qu'il faut des livres, davantage de livres, des paroles multiples, exprimant "nos" Algérie. Jean Pélégri, pour finir : *"Bien souvent, ce sont les Algériens et non les Français de la Métropole, qui détiennent la mémoire de nos parents. La mémoire de leurs gestes et de leurs paroles. Ils savent, eux, le travail accompli par nos pères et nos mères. Ce travail qui a donné un sens à leur vie. Inversement, ce sont les pieds-noirs qui détiennent bien souvent une part de la mémoire d'Algériens et d'Algériennes dont ils continuent, malgré la séparation, à évoquer régulièrement le souvenir."* (*Ma mère l'Algérie*, Actes sud) Cette mémoire se meurt. Une chose encore. Pélégri, toujours, qui nous dit, citant Aragon : *"Il faut juger alors avec les yeux d'alors"*. (décembre-janvier 2002-2003)